

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1939

N° _____

THÈSE

1094

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLÔME D'ÉTAT)

PAR

Noël PARDON

Né le 14 Décembre 1916, à Neuilly (Seine)

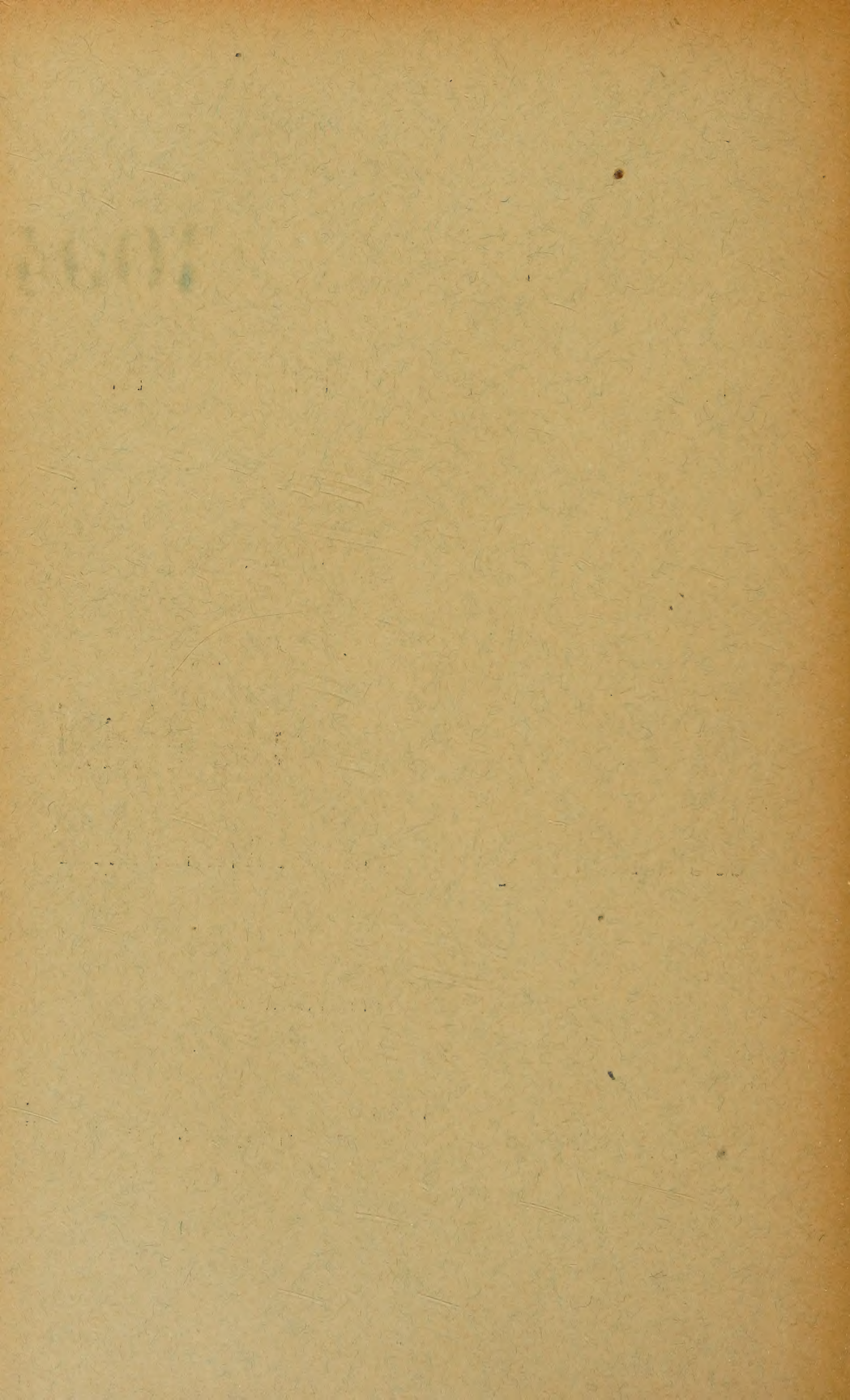
Quelques Considérations

**sur les dangers sociaux de l'avortement
et sur la lutte que le médecin doit lui livrer**

Président : M. LOEPER, Professeur.

PARIS
MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR
289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1939



FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1939

N°

THESE

POUR LE

DOCTORAT EN MEDECINE

(DIPLÔME D'ÉTAT)

PAR

Noël PARDON

Né le 14 Décembre 1916, à Neuilly (Seine)

Quelques Considérations

sur les dangers sociaux de l'avortement
et sur la lutte que le médecin doit lui livrer

Président : M. LOEPER, Professeur.

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR
289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1939

LE DÖYEN.

TIFFENEAU.

I. — PROFESSEURS

MM.

Clinique gynécologique	ROUVIERE.
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie	Léon BINET.
Clinique thérapeutique médicale	STROHL.
Clinique oto-rhino-laryngologique	POLONOVSKI.
Clinique thérapeutique chirurgicale	Robrt DEBRE.
Clinique propédeutique	BRUMPT.
Clinique de la Tuberculose	BAUDOUIN.
Clinique chirurgicale orthopédique de l'adulte	ABRAMI.
Clinique de cardiologie	MONBOR.
Clinique de neuro-chirurgie	LEROUX.
Assistance médico-sociale	CHAMPY.
Professeurs sans chaire	TIFFENEAU.
»	HARVIER.
»	TANON.
»	BALTHAZARD.
»	LAIGNEL-LAYASTINE.
»	FISSINGER.
»	CHIRAY
Hygiène et médecine préventive	LOEPER.
Médecine légale	CARNOT.
Histoire de la médecine et de la chirurgie	CLERC.
Pathologie expérimentale et comparée	Marcel LABBE.
Hydrologie thérapeutique et climatologie	LEREBoullet.
Clinique médicale	NOBECOURT.
»	H. CLAUDE.
»	GOUGEROT.
»	GUILLAIN.
Hygiène et clinique de la première enfance	LEMIERRE.
Clinique des maladies des enfants	CUNEO.
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale	GOSSET.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	GREGOIRE.
Clinique des maladies du système nerveux	LENORMANT.
Clinique des maladies infectieuses	TERRIEN.
Clinique chirurgicale	CHEVASSU.
»	COUVELAIRE.
»	JEANNIN.
Clinique ophtalmologique	LEVY-SOLAL
Clinique urologique	MOCQUOT.
Clinique d'accouchements	OMBREDANNE.
»	RATHERY.
Anatomie	LEMAITRE.
Physiologie	Pierre DUVAL.
Physique médicale	Maurice VILLARET.
Chimie médicale	TROISIER
Bactériologie	MATHIEU.
Parasitologie et histoire naturelle médicale	LAUBRY.
Pathologie et thérapeutique générales	clovis VINCENT.
Pathologie médicale	N...
Pathologie chirurgicale	HAZARD
Anatomie pathologique	HOVELACQUE.
Histologie	MULON.
Pharmacologie et matière médicale	OLIVIER.
Thérapeutique	SANNIE
	VERNE.



II. — AGRÉGÉS EN EXERCICE

MM.	
AMELINE	Pathologie chirurgic.
BARIETY	Pathologie médicale.
BENARD (Henri)	Pathologie médicale.
BERNARD (Etienne) .	Pathologie médicale.
Justin BESANÇON ...	Hydrologie.
BOULIN	Pathologie médicale.
BULLIARD	Histologie.
CATHALA	Pathologie médicale.
CHEVALLIER	Pathologie médicale.
COSTE	Pathologie médicale.
DOGNON	Physique.
FEY	Urologie.
FUNCK	Pathologie chirurgic.
GALLIARD	Parasitologie.
GASTINEL	Bactériologie.
DE GAUDART D'ALLAINES	Pathologie chirurgic.
GAYET	Physiologie.
DE GENNES	Pathologie médicale.
GIROUD	Histologie.
HAGUENAU	Pathologie Médicale.
HALPHEN	Oto-Rhino-Laryngol.
HUGUENIN	Anat. pathologique.
JOANNON	Hygiène.

MM.	
LACOMME	Obstétrique.
LANTURJOL	Obstétrique.
LAROCHE (Guy)	Pathologie médicale.
LAVIER	Parasitologie.
LELONG	Pathologie médicale.
LEMAIRE	Pathol. expérimentale
LEVEUF	Pathologie chirurgic.
M ^{re} J. LEVY	Pharmacologie.
LEVY-VALENSI	Neurol. et Psychiatrie
MENEGAUX	Pathologie chirurgic.
MOLLARET	Pathologie médicale.
MOREAU	Pathologie médicale.
MOULONGUET	Pathologie chirurgic.
MOUQUIN	Pathologie médicale.
PETTA-DUTAILLIS ..	Anat. pathologique.
PIEDELIEVRE	Médecine légale.
PORTES	Obstétrique.
RENARD	Ophtalmologie.
RICHET	Physiologie.
SENEQUE	Pathologie chirurgic.
TURPIN	Pathologie médicale.
VIGNES	Obstétrique.
WILMOTHE	Pathol chirurgic.

III. — AGRÉGÉS RAPPELÉS A L'EXERCICE POUR LE SERVICE DES EXAMENS

MM.	
ALGLAVE	Pathologie chirurgic.
BUSQUET	Pharmacologie.
CHARLEY-MART	Physiologie.
GUENOT	Obstétrique.
HEITZ-BUTER	Pathologie chirurgic.

MM.	
LARDENNOIS	Pathologie chirurgic.
LE LORIER	Obstétrique.
SCHWARTZ	Patholog. chirurgicale
NEVEU-LEMAIRE ...	Obstétrique.
VAUDESCAL	Parasitologie.

IV. — AGRÉGÉS CHARGÉS DE COURS DE CLINIQUE ANNEXE A TITRE PERMANENT

MM.	
ALAJOUANINE	} Clinique médicale.
AUBERTIN	
BRULE	
CHABROL	
DONZELOT	
DUVOIR	
LIAN	
PASTEUR-VALLERY- RADOT	
SEZARY	

MM.	
BASSET	} Clinique Chirurgicale.
BROCC	
CADENAT	
GATELLIER	
MOURE	
QUENU	} Clinique obstétricale.
VELTER	
ECALLE	} Clinique obstétricale.
METZGER	

V. — CHARGÉS DE COURS

MM.

CHAILLEY-BERT, agrégé	Education physique.
LEDOUX-LEBARD	Radiologie clinique.
RUPPE	Stomatologie.
WELL-HALLE	Puériculture.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A LA MÉMOIRE DE MA MÈRE

*Dont la mort prématurée nous a privé de
l'exemple d'une volonté souriante et
de l'appui d'une infinie tendresse.*

A MON PÈRE

*Avec toute ma reconnaissance et tout
mon amour.*

A LA CHÈRE MÉMOIRE DE MES GRANDS-PARENTS

AUX MIENS ET A MES AMIS

A M. LE PROFESSEUR LOEPER

Professeur de Clinique Médicale à l'Hôpital St-Antoine
Membre de l'Académie de Médecine
Commandeur de la Légion d'Honneur

*Qui a bien voulu nous faire le grand
honneur d'accepter la présidence de
cette thèse, en témoignage de notre
très respectueuse gratitude.*

AUX MAITRES DANS LE SERVICE DESQUELS
J'AI EU L'HONNEUR D'ÊTRE EXTERNE

M. LE DOCTEUR HOUDARD

En signe de vive et respectueuse gratitude.

M. LE DOCTEUR HAGUENAU

*Pour témoigner de notre très respectueux
attachement.*

M. LE DOCTEUR JULIEN HUBER

*En témoignage de notre sincère recon-
naissance et de notre profond respect.*

M. LE DOCTEUR FLORAND
assistant du DOCTEUR HUBER

*En gage de notre respectueux dévoue-
ment.*

Je veux également dédier cette thèse

A M. LE DOCTEUR AMEUILLE

*Auquel mon père et moi-même portons
tant de reconnaissance.*

INTRODUCTION

A l'heure où nous prenons les armes pour assurer l'avenir du pays, à l'heure où le poids redoutable de notre épée va nous donner la victoire, il ne peut sembler vain de s'intéresser à une question qui touche de si près la puissance démographique de la France.

Est-il une condition plus nécessaire à la pérennité de la paix victorieuse que nous allons conquérir ? Nous ne le croyons pas, et même en dernière analyse, il nous semble bien que c'est cette puissance démographique, cette fécondité de la race qui doivent tenir lieu d'ultime sagesse à nos farouches voisins de l'Est.

Or, la multiplication désastreuse des avortements provoqués fait peser sur notre natalité un péril redoutable.

Après quelques rappels démographiques, nous voudrions envisager rapidement quelques conséquences sociales de l'avortement.

Quelle que soit la façon dont on l'envisage, c'est un crime.

Crime contre la Nation.

Crime contre l'Enfant :

soit que les manœuvres arrivent à leur fin,
soit qu'elles échouent, mais restent lourdes
de conséquences tératologiques.

Crime contre la Femme :

qui peut payer de sa vie sa coupable im-
prudence.

ou qui, même si elle échappe à ce danger
immédiat, peut être la proie de périls dif-
férés.

Crime contre la Morale publique.

Donc, toujours crime et en définitive, crime
contre le Pays.

Et c'est pour cette raison qu'au moment où
s'engage cette lutte sans merci, où se joue la vie
de la France, nous avons, après tant d'autres bien
plus autorisés que nous, tenu à souligner les divers
aspects de cette trahison effective que constitue
l'avortement.

Puis, nous nous proposons de passer en revue,
les moyens qui ont semblé propres à enrayer le fléau
et enfin de tenter d'esquisser les modifications ap-
portées à notre rôle par un récent décret.

I

L'AVORTEMENT, CRIME CONTRE LA NATION

Il paraît intéressant d'apporter quelques précisions préliminaires sur la natalité française ; elles feront comprendre toute l'étendue du péril.

Le nombre des naissances en France a atteint son maximum en 1876. Il s'est élevé à 1.022.000.

En 1936, il est tombé à 630.000, parmi lesquelles il faut compter plus de 45.000 naissances d'enfants étrangers.

Le nombre en a donc diminué de près de 400.000, et la diminution est de plus en plus rapide. En six ans, de 1930 à 1936, le décroissement de la natalité vient d'atteindre 120.000, et, en 1938, le nombre des naissances a été encore plus bas : 612.000.

En conséquence, nous entrons à présent dans l'ère des déficits de la population : le nombre des décès a dépassé celui des naissances de 18.000 pour la population totale, c'est-à-dire, étrangers compris. Ce déficit a été de 37.000 pour la population française seule, et il serait encore plus considérable

n'était l'afflux de jeunes ouvriers étrangers qui ont pénétré en France dans les années qui ont suivi la guerre de 1914-1918.

Quand on examine des entités démographiques plus réduites, les départements par exemple, on s'aperçoit vite que la situation n'est pas moins défavorable :

De 1931 à 1935, la population a diminué dans 54 départements sur 90, et même les départements réputés les plus prolifiques ont vu en six ans leurs naissances décroître de près de 20 %. C'est ainsi que de 1930 à 1936, dans le Nord, le nombre en a fléchi de 41.534 à 32.625, dans le Haut-Rhin de 9.827 à 7.789, dans le Pas-de-Calais, de 29.518, à 23.140. dénatalité ?

Quel est donc le rôle de l'avortement dans cette

Quel est donc le crime qu'il constitue contre le Pays ?

D'après d'anciennes statistiques françaises, on croyait en 1912, à 500.000 avortements annuels. C'était peut-être un peu exagéré à l'époque, mais à l'heure actuelle on s'accorde pour un chiffre minimum de 400.000 avortements par an, pour 600.000 naissances.

Dans les grandes villes, on compte même plus d'avortements que de naissances, et ce fléau prend maintenant dans les campagnes, une extension terrible. Ce sont là des chiffres sans doute en-dessous de la réalité, étant donné les difficultés de dénombrer les avortements avec une exactitude même ap-

proximative. Un des meilleurs moyens pour ce calcul est encore de comparer le nombre de femmes qui entrent dans les hôpitaux pour suites de fausse couche et de celles qui y entrent pour avortement.

Si la natalité continue à diminuer au rythme des dernières années, il est permis d'émettre des pronostics mathématiques :

En 1945 nous ne compterons plus que 500.000 naissances, et en 1955 seulement 400.000. Comme en 1938 le nombre des décès a dépassé de 35.000 celui des naissances, nous sommes menacés de perdre 100.000 habitants par an, 200.000 dans vingt ans, et puis davantage encore.

Du fait de la dénatalité, la composition par âge de la nation se modifierait rapidement. Non seulement la France tendrait à devenir un petit pays, mais un petit pays de vieillards.

En somme, si le nombre actuel des avortements persistait à aller s'accroissant au rythme des dernières années, la France se dépeuplerait, s'affaiblirait, perdrait sa place dans le monde.

En effet, c'est là une terrible maladie nationale. Elle ne pardonne jamais aux peuples qui ne savent pas la vaincre.

En dépit de la victoire que nous allons acquérir, ce serait d'ici peu d'années la ruine totale. Nos ennemis, bien que vaincus, se rendraient vite compte de notre manque d'hommes, surtout d'hommes jeunes, c'est-à-dire de soldats.

Comment alors, pourraient-ils faire taire leur

esprit de conquête, comment n'auraient-ils pas l'idée de s'agrandir à nos dépens, et de nous pousser dans la fosse que déjà commence à creuser notre stérilité.

Accepter ce nombre considérable d'avortements c'est accepter que les résultats de la victoire de demain soient en peu d'années réduits à néant, c'est accepter que notre pays soit mutilé par une guerre future où nous lutterions à un contre trois.

Il s'agit donc, nous l'avons vu, de 400.000 petits Français, chiffre minimum, qu'annuellement l'Avorteur empêche de venir au monde. D'après les chiffres donnés plus haut, il suffirait donc de réduire de un dixième le nombre des avortements pour ne pas avoir d'excédents de décès ; il suffirait de le réduire d'un quart pour rendre à la France une vitalité normale.

Les conséquences funestes de l'avortement sont immédiates pour le pays. Il est en effet un point sur lequel il convient d'insister : c'est la puissance que, du fait même de sa naissance, l'enfant confère à la nation, c'est la vivante preuve de la vitalité de la France. Il fait comprendre à l'Est que nous ne traversons qu'une crise temporaire de dénatalité. L'enfant augmente la confiance en notre peuple, la nôtre et celle de nos amis. Cette confiance est doublée de la crainte qu'une forte natalité ne manque pas d'inspirer aux ennemis.

Du jour où l'enfant vient au monde, c'est une

force pour notre pays. Cette force, l'Avorteur la lui enlève.

Il n'est aucun point qui nous tienne plus à cœur à l'heure actuelle que notre puissance militaire. Sur elle, l'avortement a le rôle le plus funeste.

En effet, cette puissance guerrière dépend :

Des effectifs :

Sans avortements, l'armée aurait un tiers de soldats en plus.

Du matériel :

Ce matériel, de plus en plus coûteux, dépend de la richesse du pays. Cette richesse, la dépopulation tend, quoiqu'on en pense trop souvent, à la réduire. Pourrait-on demander à une France de 35.000.000 d'habitants un effort comparable à celui que pourrait fournir une Allemagne de 80.000.000.

Du potentiel de guerre :

Il est constitué par l'ensemble des forces productives du pays. Or, l'industrie progresse chez les peuples qui grandissent, et périlite chez les peuples qui se raréfient.

Outre cette influence directe sur le poids de nos armes, l'avortement a l'influence la plus néfaste sur le jeu des alliances. S'allie-t-on volontiers avec un pays en décadence ? Ne s'associe-t-on pas plutôt avec un peuple fort ? Un pays qui se dépeuple n'a pas d'amis.

Ainsi la paix victorieuse que nous allons signer

de notre sang, risquerait de ne pas être cette aurore glorieuse du destin pacifique que nous souhaitons. La mêlée titanesque où la France s'engage, stoïque, à fond, et sans réserve, risquerait d'être vaine.

Bientôt après, dépeuplée, vieillie, amoindrie, démoralisée, elle ne serait plus qu'une proie dans les serres des ennemis.

II

L'AVORTEMENT, ASSASSINAT INDÉNIABLE

Il est un point sur lequel s'élèvent encore bien trop de ratiocinations : c'est l'assassinat effectif, absolu, indéniable que constitue l'avortement.

Malgré la raison, malgré la morale traditionnelle, malgré l'Eglise, malgré ce sentiment sourd et puissant issu de notre instinct, il est encore trop de prétendues notabilités pour soutenir « palam et aperte » le droit à l'avortement, et personnellement nous nous souvenons avec indignation de meetings où les leaders prétendus « au grand cœur » revendiquent le droit d'assassiner un enfant, de trahir le pays.

L'avortement est un assassinat.

Il n'est qu'à examiner les faits pour en être persuadé, sans l'ombre possible d'un doute, qu'à rappeler la rapidité extraordinaire de l'évolution de l'embryon durant les tout premiers mois de son existence. Son évolution est aussi grande durant les huit semaines qui suivent la conception que pendant tout le reste de la gestation, si bien que, dès la hui-

tième semaine, il s'agit déjà d'un petit être qui présente tous les caractères particuliers à la race humaine.

Dès la troisième semaine, il a un cœur qui bat, cœur qui n'est pas sous la dépendance du système nerveux maternel.

Dès la quatrième semaine, le cerveau est bien mieux conditionné que celui de bien des animaux que nous voyons autour de nous.

Dès le deuxième mois, l'embryon remue et, si la mère ne peut en sentir les mouvements, c'est à cause du liquide amniotique.

Il y a donc loin de ce petit être vivant, au « cail-
lot de sang » dont parlent avec désinvolture les faiseuses d'anges pour finir d'emporter une résistance maternelle chancelante.

Il y a assassinat et souvent particulièrement cruel : M. le Professeur Champy a pu ouvrir des œufs humains immédiatement après la fausse couche, il a pu suivre la géhenne, les crispations, les contractions de ce petit d'homme, et il est d'ailleurs facile d'imaginer sa souffrance :

— tantôt il est écrasé par les contractions qu'a réveillées l'écoulement du liquide amniotique, par les déchirures dues à la sonde,

— tantôt il est asphyxié dans l'œuf expulsé,

— tantôt il est brûlé vif par la faiseuse d'ange qui se hâte de jeter au feu de trop significatives pièces à conviction,

— tantôt il est transfixié par la traditionnelle aiguille à tricoter.

En outre, si on réfléchit au fait que plus un être est jeune, plus il est criminel de lui enlever la vie, on conçoit toute l'horreur du forfait. Qu'on assassine un vieillard, un grabataire, voilà qui vaudra au coupable le bain ou la mort, mais c'est à notre sens un forfait bien moins noir que celui commis par un misérable qui tue soixante ans de vie. Aussi s'étonne-t-on de la mansuétude inouïe dont faisaient preuve les tribunaux envers ces professionnels de l'avortement pour qui l'assassinat parfois pluriquotidien n'est qu'une manière de faire fortune.

Et même lorsque les manœuvres abortives restent en apparence inefficaces, l'enfant qui naîtra aura souvent été marqué de tares indélébiles. En présence de malformation congénitale à l'origine de laquelle on ne trouve aucune cause héréditaire, le praticien devra parfois penser à la possibilité de tentative d'avortement. Bien des auteurs ont insisté sur les conséquences tératologiques de ces manœuvres et ce ne sont pas les moins lamentables ni les moins fréquentes des conséquences de l'avortement criminel.

La difficulté de contrôle des avortements inefficaces, la rareté des observations sûres ne doivent pas nous faire oublier que les malformations de cette origine sont certainement assez communes. Leur gravité dépend avant tout de l'époque de la tentative

criminelle. Les conséquences sont d'autant plus désastreuses qu'elle a été plus rapprochée de la conception.

Dans le petit nombre de telles observations, on cite les séquelles les plus variées :

Idiotie, crises convulsives, aplasies osseuses, asymétrie et anomalie de longueur d'un membre, luxation congénitale, throx en entonnoir, scoliose, etc., etc...

Certes, la coexistence de telles malformations et la notion d'une tentative abortive infructueuse n'implique pas forcément une liaison de cause à effet, mais qu'on nous permette cependant de croire à la possibilité de cette hypothèse. Il est donc du devoir du praticien français, dont tous les efforts doivent tendre à faire reculer le fléau de l'avortement, de répandre largement cette notion tragique :

— Lors même qu'elle resterait en apparence inefficace, la tentative d'avortement criminel risque de transformer radicalement le devenir d'un petit être appelé aux joies d'une vie normale et harmonieuse. Il risque de devenir un infirme, un monstre, source de pleurs et de regrets pour les siens.

III

L'AVORTEMENT, CRIME CONTRE LA FEMME

Mais l'avortement est bien plus souvent un crime contre la femme. La notion de leur culpabilité ne peut faire taire notre pitié à leur égard.

On me peut avoir fréquenté de services de chirurgie sans avoir été envahi de compassion pour les malheureuses qui se sont offertes à l'avorteur. On aime à croire que c'est parce qu'elles ont été mal renseignées sur l'horreur de ce crime ou qu'elles ont été poussées par la lâcheté de leur amant ou de leur mari qu'elles en sont arrivées à faire taire leur instinct maternel, à surmonter la crainte de l'intervention.

En dépit des assertions inverses mais intéressées des avorteurs, cette crainte de l'avortement n'a rien d'exagéré, bien au contraire, elle est loin d'être assez vive. Il y aurait intérêt à ce que les femmes soient bien renseignées sur la gravité de l'opération à laquelle elles se soumettent.

D'anciennes statistiques sont lugubres : pour certains, la mortalité atteignait de 8 1/2 à 9 %. Des

statistiques plus modernes donnent des chiffres qui parfois peuvent descendre vers 1 %, mais qui plus souvent sont voisins de 3 %, et encore ce sont là des chiffres calculés dans les hôpitaux, c'est-à-dire que s'en trouvent écartées toutes les morts rapides ou subites.

Il faut donc tenir compte, en plus, des cas que l'on ne voit qu'à l'Institut médico-légal. Ils n'ont rien de négligeable, et à Milan, par exemple, sur 1.000 autopsies, il y aurait 54 morts par avortement.

Aussi, l'on ne saurait que s'associer aux dires du Professeur Mondor, lorsque, dans son magistral ouvrage : « Les avortements mortels », il affirme que le cancer mis à part, il n'y a pas dans la gynécologie actuelle d'opération présentant plus de danger que l'avortement provoqué.

Il sort des cadres de notre sujet d'envisager la multiplicité des périls qui guettent l'avortée ; nous ne ferons qu'insister sur cette profusion même : depuis la mort par inhibition jusqu'à cette lugubre série de complications dont nous voyons l'éclosion mortelle dans nos salles d'hôpitaux.

Mais la femme, qui a la chance d'échapper aux périls immédiats de l'avortement criminel, doit être avertie des dangers qui la guettent encore. Depuis bien longtemps, les médecins français ont signalé la répercussion fâcheuse de l'avortement sur sa santé ultérieure, mais ils n'ont pu suivre qu'une minorité

d'avortées et n'ont pu dresser aucune statistique d'ensemble.

Or, il vient de se faire en Russie, une expérience colossale : l'avortement a été autorisé de 1920 à 1936, et l'on a pu combler les lacunes des statistiques. Ce sont elles qui ont ému les médecins des Avortoirs soviétiques. Ce sont elles qui ont amené le Conseil Suprême à rapporter sa décision antérieure.

Dans la seule ville de Moscou, de 6.700 en 1921, le nombre des avortements avait passé à 80.000 en 1931, dépassant le nombre des naissances. Les statistiques portent donc sur des centaines de milliers de cas et l'on ne saurait mettre en doute leur valeur. Les accidents précoces restaient toujours considérables en dépit du milieu chirurgical, mais ce n'est pas tant en raison de ces accidents, mais en raison des conséquences ultérieures que l'avortement a été interdit radicalement. Il avait pourtant été encouragé jusque-là.

Métrites, salpingites, ovarites sont très fréquentes et peuvent rendre très pénible la vie de l'avortée.

D'autre part, en substituant à une muqueuse normale un tissu cicatriciel, l'avortement est cause de fréquentes grossesses extra-utérines, de dysménorrhées, d'aménorrhées. Les femmes avortées ont par suite beaucoup plus d'enfants morts-nés ; beaucoup d'entre elles deviennent stériles ; et dans les cas où une femme délaissant l'amour libre, se met

à souhaiter un amour durable, normal, la présence d'un foyer animé d'enfants, sa stérilité, son vieillissement précoce lui interdisent l'un et l'autre.

Là encore l'avortement fait peser sur la nation une lourde menace : non seulement il supprime l'enfant, mais il altère de façon considérable la fécondité du pays.

IV

L'AVORTEMENT CRIME CONTRE LA MORALE PUBLIQUE

S'il est une force capitale que l'avortement sape profondément, c'est la morale publique et c'est là un poison qui, pour être subtil, n'en est pas moins terriblement efficace. Non seulement, la brigade des avorteurs constitue un ramassis de forbans, non seulement ce crime ruine le sens moral des femmes qui s'y adonnent, mais le spectacle des avortées est déprimant pour les mères de famille nombreuse.

« A quoi bon, sont-elles en droit de se dire, s'imposer ces privations, ce surcroît de travail, de fatigue, quand le pays tolère que d'autres femmes s'assurent par un crime un niveau de vie supérieur au nôtre ? »

Bien trop souvent on est tenté d'alléguer pour essayer d'excuser l'avortement, la nécessité où se trouvaient réduites de pauvres filles séduites puis abandonnées. A entendre nos moralisateurs lénifiants, elles auraient toutes les circonstances atténuantes. C'est rarement exact.

En immense majorité, la clientèle des avorteurs se compose de femmes mariées n'ayant eu qu'un ou deux enfants et qui pourraient en élever d'autres. Il s'agit souvent aussi de jeunes filles appartenant à de respectables familles et se livrant à des saturnales après lesquelles elles sont souvent fort empêchées de désigner le bénéficiaire occasionnel de leurs faveurs.

Les causes véritables de l'avortement sont d'ordinaire l'inconduite ou la paresse des femmes qui y ont recours, ou la lâcheté de leurs maris ou de leurs amants.

La Nation s'est constituée grâce à la famille : là où les enfants disparaissent, là où on les assassine, les individus perdent les qualités indispensables à la prospérité de la collectivité. Comment croire que des êtres qui se font avorter ou qui vivent de ce crime ou qui considèrent la question avec une mansuétude académique, aient quelque souci de l'avenir moral de notre pays ?

C'est d'ordinaire que, n'ayant pas d'enfants ou ne se proposant pas d'en avoir, n'ayant donc personne à protéger contre les ferments d'immoralité, ils n'opposent pas de résistance au relâchement des mœurs, souvent même ils sont enclins à l'encourager puisqu'ils ne peuvent retirer des satisfactions personnelles.

Laisser gagner l'avortement c'est accepter que la France diminue de valeur morale en même temps qu'elle diminuerait de puissance, c'est affaiblir la qualité de la nation aussi bien que la quantité de

ses fils. Amoindrir ces forces morales, c'est amoindrir le potentiel de guerre et d'après-guerre, c'est volontairement ou par nonchalance, se priver de forces vives plus résistantes que les airains, et plus puissantes que les armées.

L'AVORTEMENT ET LA LOI

Enrayer la dénatalité de la France est donc pour elle une question de vie ou de mort. Il convient d'appliquer les moyens par lesquels nous pouvons utilement lutter contre l'avortement. Il faut faire comprendre à tous les Français la nécessité de s'unir contre un aussi grand péril. Il faut faire comprendre aux femmes le danger qu'elles courent.

Pour atteindre ces buts, le Ministère de la Santé Publique s'attache maintenant à faire distribuer sur une très large échelle, entre autres dans les écoles d'infirmières et dans les établissements d'enseignement supérieur, des brochures, documents saisissants, irréfutables, semblables à celles éditées par l'Alliance Nationale contre la Dépopulation.

Il était besoin également de mesures répressives draconiennes contre la tragique cohorte des avorteurs, des sages-femmes sans scrupules, des matrones répugnantes et ignares et de tous leurs rabatteurs. Or, jusqu'à ces temps derniers, la répression

avait été scandaleusement négligée. Les pouvoirs publics, la magistrature étaient pour ces traîtres d'une mansuétude à ce point dérisoire qu'elle décourageait les policiers.

Enfin, le 29 juillet 1939, un progrès considérable a été réalisé par le « Décret relatif à la Famille et à la Natalité Française ».

Après avoir démontré de façon saisissante la nécessité inéluctable de telles mesures, se trouvent édictés en titre de nombreux chapitres :

Titre 1. — Aide à la Famille.

Titre 2. — Protection de la Famille.

Titre 3. — Dispositions fiscales.

Titre 4. — Dispositions diverses.

Ce qui nous intéresse ici, est la section I du chapitre premier : « La protection de la Maternité », du Titre 2 parue sous la rubrique « De l'Avortement ». Il contient les initiatives les plus efficaces pour lutter contre ce fléau. D'ailleurs beaucoup d'entre elles étaient depuis longtemps réclamées par « L'Alliance Nationale contre la Dépopulation ».

Qu'il nous soit permis d'en résumer ici, les points principaux :

« L'article 82 du présent décret modifiant les trois premiers paragraphes de l'article 317 du Code Pénal, prévoit un emprisonnement de 1 à 5 ans et une amende de 500 à 10.000 francs pour celui qui aura effectué ou tenté un avortement sur une femme enceinte ou supposée enceinte. »

Nous trouvons indispensable que la tentative de l'avortement soit aussi sévèrement punie, car il est très fréquent qu'elle entraîne un accouchement prématuré qui ne permettra pas à l'enfant de vivre. S'il survit, il risque d'être chétif ou contrefait.

Quant à la spécification « supposée enceinte », nous la trouvons salutaire. Il était scandaleux que les tribunaux fussent impuissants à condamner un avorteur sous le prétexte que les médecins experts ne pouvaient certifier quelques mois plus tard que ces femmes étaient enceintes.

« L'emprisonnement sera de 5 à 10 ans, et l'amende de 5.000 à 20.000 francs, s'il est établi que le coupable s'est livré habituellement aux actes visés au paragraphe précédent. »

Plus loin on peut lire :

« La suspension pendant cinq ans au moins ou l'incapacité absolue de l'exercice de leur profession seront en outre prononcées contre les coupables. »

Il est en effet inadmissible que des chefs de famille soient exposés à faire soigner leurs enfants ou leur femme enceinte par ces misérables assassins.

Bien que nous soyions singulièrement attachés au respect du secret professionnel, il apparaissait cependant que c'était là un gros obstacle à la mise en œuvre de mesures répressives contre les avorteurs. Certes, il n'est pas dans les traditions médicales de jouer les sycophantes, cependant ce secret ne peut

agir en faveur de l'avortée sans jouer « ipso facto » contre l'enfant prénatal et au bénéfice des avorteurs.

L'article 90 ajoute à l'article 378 du Code Pénal un second paragraphe qui délie le médecin du secret professionnel. Il y est dit en substance que, sans être tenu de dénoncer les avortements jugés par eux criminels, ils n'encourent pas, s'ils les dénoncent, les peines prévues au premier paragraphe de l'article 378. Cités en justice pour une affaire d'avortement, les médecins demeurent libres de fournir leur témoignage sans s'exposer à aucune peine.

Ainsi donc, le médecin cesse d'être le complice obligatoire des avorteurs. Nous sommes désormais autorisés, si notre conscience nous le dicte, à dénoncer les avortements dont nous aurions connaissance.

Diverses mesures complémentaires s'ajoutent à ces paragraphes :

Article 91. — Réglementation de la vente de remèdes, d'appareils susceptibles de provoquer ou de favoriser l'avortement, dont la liste sera établie par un règlement d'administration publique dans un délai de trois mois à partir du 29 juillet 1939.

Article 92. — Réglementation du diagnostic biologique de la grossesse qui ne pourra être exécuté que sur ordonnance médicale et par les hôpitaux et laboratoires habilités à cet effet par les médecins de la Santé Publique.

Article 93. — Sur l'autorisation que l'on doit

obtenir du Préfet de Police pour la Seine, et du Préfet pour les départements, pour ouvrir ou diriger un établissement d'accouchement.

Article 94. — Sur la surveillance à laquelle sont soumis les établissements en question de la part de l'Inspecteur départemental d'hygiène ou de son adjoint et du Commissaire de Police qui peuvent pénétrer à toute heure du jour et de la nuit dans les établissements susvisés et procéder à toute investigation, constatation et enquête jugées par eux utiles.

Article 95. — Le Préfet peut à toute époque prononcer le retrait de l'autorisation prévue à l'article 93 sur le rapport de l'Inspecteur départemental d'hygiène.

Article 96. — Toute publicité de caractère commercial concernant ouvertement ou d'une manière déguisée, la grossesse et l'accouchement est interdite sauf en faveur des Etablissements autorisés ainsi que dans les publications exclusivement réservées au Corps médical.

Telles sont, en résumé, les dispositions prises contre l'avortement.

Peut-être pourrait-on en plus rappeler la circulaire du Garde des Sceaux en date du 20 juillet 1937, qui, dans les services d'accouchement, de gynécologie et de chirurgie qui reçoivent des femmes hospitalisées pour fausse couche, a réservé la délivrance

du permis d'inhumer au médecin de l'Etat Civil et est appliquée avec rigueur.

Les avorteurs ne pourront sans risque envoyer dans les hôpitaux leurs victimes en danger de mort; ils ne jouiront plus de la quasi-impunité que leur conférait le secret professionnel qui lie tout le personnel hospitalier.

Toutefois cette circulaire nous semble dangereuse, l'avorteur préférant la mort de sa victime à la confrontation avec Thémis.

Ce sont là les lois récentes en matière de répression de l'avortement. Indiscutablement, elles s'imposaient; le pays les attendait : il en avait le plus vital besoin, il ne saurait trouver en elles que des raisons de plus d'espérer un avenir radieux.

Mais elles sont appelées à créer de rudes cas de conscience chez le praticien. Et c'est sur quoi nous voudrions un peu nous étendre.

VI

LE MÉDECIN DEVANT L'AVORTEMENT

Ce problème est pour nous d'un brûlant intérêt.

D'abord, parce que nous sommes Français, que rien de ce qui touche à notre patrie ne saurait nous laisser indifférents; à plus forte raison s'il s'agit pour lui d'une question de vie ou de mort. Il serait absurde et criminel que nous, qui donnons nos soins aux individus, les refusions au pays.

Ensuite cette question nous passionne parce que nous sommes les témoins les plus directs de beaucoup de ces turpitudes et de ces infortunes.

C'est à nous qu'une ancienne avortée confie les fréquentes séquelles de son acte; c'est vers nous que viennent les femmes quand l'avorteur les a mises en danger de mort; c'est parfois à nous que s'adresse une femme enceinte souhaitant mettre fin à une grossesse qu'elle juge indésirable.

Ainsi, nous sommes témoins; mais les médecins ne sont-ils pas parfois, hélas! les acteurs.

Certes, la majorité des avorteurs est extra-médicale; cependant, c'est encore bien trop fréquemment

que les journaux nous apprennent qu'un docteur en médecine a été compromis dans une affaire d'avortement criminel. Ce sont des faits qui attentent à la dignité de chacun d'entre nous. Qu'on le veuille ou non, nous sommes solidaires; et chacun de nous se trouve éclaboussé de cette honte, chacun de nous risque, par le crime de quelques misérables, de voir mis en doute son intégrité professionnelle.

Mais le travail considérable que comporte notre métier, la brièveté des entrefilets des journaux font que bien souvent nous ignorons tous les détails de ces mises en accusation. Il arrive trop fréquemment que soient assez arbitrairement condamnés certains médecins qui ont la conscience nette d'un tel forfait.

Nous avons présent à l'esprit le récent et inique jugement d'un Tribunal de province :

Une femme enceinte se présente chez un de nos confrères et lui confie son désir de se faire avorter. Soucieux de ne pas la laisser aller consulter une faiseuse d'anges, le médecin lui déclare qu'il se chargerait lui-même de cet avortement, et il commence une série de piqûres de... sérum physiologique ou d'un produit au moins aussi abortif... si abortif même que quelques mois plus tard, cette femme met au monde un superbe enfant à terme. Furieuse d'avoir été ainsi dupée, l'accouchée malgré elle, intente au médecin un procès pour tentative d'avortement... Ce confrère a été condamné à 11.000 d'amende.

Bien souvent aussi les médecins à juste titre condamnés ne sauraient — et pour cause — entacher l'honneur du Corps médical français. Il est indéniable que beaucoup d'entre eux sont étrangers. Et quels étrangers!

C'est parmi ces olibrius au teint verdâtre, à l'accent rocailleux, frais émoulus des ghettos les plus fétides du proche Orient, que se recrutent nombre de ces avorteurs patentés. Peut-on décemment leur reprocher leur trahison envers la France, puisqu'ils s'y croient en pays conquis? C'est nous qui sommes coupables, puisque c'est nous qui tolérons leur intrusion si souvent illicite.

Mais laissons là pour l'instant ces apatrides.

Ce que nous voulons esquisser, c'est le rôle que nous aurons maintenant à jouer, nous, praticiens français tout pleins encore de notre hérédité paysanne et prêts à retourner au terroir, une fois la France libérée de la menace allemande.

Autrefois, la solution était toute simple: c'était la passivité. Rien ne devait nous délier du secret médical : c'était une solution omnibus, paresseuse, aveugle, mais dont la loi même nous interdisait de nous départir. Pour des cas qui eussent soulevé à ce point notre réprobation que nous eussions considéré indispensable de les signaler aux Pouvoirs publics, le médecin, à l'exemple des mégères des quartiers populeux, en eût été réduit à employer la lettre anonyme... Maintenant, nous avons le droit de dé-

noncer au grand jour et nous sommes seuls juges de notre conduite.

Envers les avorteurs, aucun doute possible. Et c'est avec soulagement que nous pourrions ainsi mettre fin à leur odieuse activité en les signalant ouvertement à la Police. Toutefois il nous faudra prendre garde à ne pas compromettre la femme par qui nous aurons eu la révélation, cette femme s'étant confiée à nous parce qu'elle croyait le secret inviolable. Aucun texte de loi ne pourrait nous délier d'une notion si superbement enracinée dans notre cœur.

Et c'est pour cela que nous souhaiterions que la femme par qui une telle officine est découverte jouisse de plein droit de l'excuse absolutoire. Nous en aurions nous-mêmes les coudées bien plus franches. L'avorteur tremblerait sous un double péril, dénoncé qu'il risquerait d'être par ses clientes et par leurs médecins. Dénoncer un avorteur ce n'est pas faire métier d'argousin, c'est faire œuvre d'homme et de Français.

Que ceux pour qui le terme de « dénonciation » reste malgré tout entaché de lâcheté sachent bien qu'une telle accusation au grand jour ne va pas souvent sans péril. Le médecin qui accomplit un tel devoir risque de dresser contre lui les forces obscures d'une contrée. Il risque le ressentiment des nerfs, des rabatteurs, de toute la racaille gravitant autour de ces officines ou les protégeant; il risque la calomnie, il peut parfois risquer sa vie. Mais son

intérêt particulier ne doit pas compter : qu'il se souvienne que « les routes difficiles sont celles qui montent »...

Par contre, dénoncer une femme ! Que cela nous semble difficile ! Notre inflexibilité pour l'avorteur doit porter au revers, la marque de notre charité envers elle !

Il faudrait semble-t-il de bien fâcheux antécédents, de bien nombreuses récidives, une volonté bien déterminée de recommencer pour que nous songions à faire s'abattre sur elle les foudres judiciaires.

Un point cependant nous inclinera à la sévérité : l'ardeur d'une prosélyte de l'avortement. Quoi de plus déprimant, en effet, pour une mère de famille nombreuse, pour une femme impécunieuse, travaillant durement pour élever ses enfants, que l'éhonté spectacle d'une débauchée à qui ses avortements permettent aisance et oisiveté. De telles femmes ne doivent pas rester impunies, leur exemple est pestilentiel.

Et même, pour que nous ayions le droit de nous montrer rigoristes, il faut qu'en contre-partie, nous fassions notre possible pour alléger les charges de famille.

Les familles nombreuses doivent avoir le meilleur de nos soins. Pour elles, il ne faut pas que nous plaignions notre peine, il ne faut pas que nous soyions avarés de nos veilles, il ne faut pas que nous soyions soucieux de nos honoraires.

Celles qui doivent aussi avoir toute notre sollicitude, ce sont les filles-mères. Et l'on frémit devant la situation lamentable qui leur est faite dans certains villages, tandis que des filles qui se sont fait avorter n'ont pas vu décheoir leur situation morale.

L'une a le courage d'élever son enfant, et c'est une pestiférée.

L'autre l'a assassiné, elle reste « enfant de Marie ».

Nous sommes persuadés que cette monstrueuse iniquité est une cause majeure dans la fréquence des avortements. Contre cette suprême injustice, le médecin peut et doit faire beaucoup.

Ainsi donc si, contre l'avorteur, cette arme de la dénonciation nous semble salutaire, elle nous paraît bien lourde à manier contre la grande majorité des avortées. Contre elles ce moyen ne nous paraît légitime que dans peu de cas : il choque ce qu'il y a en nous du confesseur.

Il nous semble que nous pouvons avoir dans la lutte contre l'avortement un rôle plus humain, plus en rapport avec nos traditions, avec notre sens médical.

Ce rôle, pour le remplir nous n'avons pas attendu ce décret; mais cette loi viendra à point pour nous faire souvenir de sa magistrale importance.

La confiance qu'un vrai médecin sait inspirer doit nous donner en échange la possibilité d'être le conseiller écouté — confident et chaque fois que nous le pouvons guérisseur des misères physiolo-

giques, nous avons le devoir d'être aussi le médecin de ces misères morales qui constituent souvent la pathogénie de l'avortement criminel.

C'est sur les femmes qui viennent nous demander avec anxiété si elles sont enceintes, ou sur celles qui impudemment nous supplient d'interrompre leur grossesse que nous avons à jouer un rôle capital. C'est sur elles qu'il nous faut user de persuasion.

Nous devons les pénétrer d'horreur pour l'assassinat qu'elles s'apprêtent à commettre. Appeler un enfant à la vie pour le faire cruellement périr, c'est le ténébreux non-sens dont nous devons leur montrer l'odieuse évidence. Prouvons-leur que du jour où un enfant est conçu ce n'est plus seulement partie intégrante de la mère. Il a son individualité, il a droit à la vie. Il faut que nous leur dénoncions l'abject égoïsme d'un plaisir amoureux que vient conclure un assassinat. Que penser de Vénus si elle fait mentir les vers de Lucrèce :

...Per te quoniam

*Omne genus animantum concipitur visitque exor-
tum lumina solis.*

Il faudra que nous fassions la si facile et si juste apologie de l'enfant.

Tant de femmes ont regretté d'être enceintes, si peu ont regretté d'être mères. Pourquoi celle-ci serait-elle différente des autres. Toutes d'ailleurs, et pour cause, jugent les enfants avec une âme de nul-

lipare; une fois que leur enfant leur aurait conféré une âme de mère, tous les griefs dont elles le chargent disparaîtraient sans retour.

Nous devons leur montrer qu'un enfant est la seule consolation à un cataclysme amoureux, qu'il est gage de sécurité, que l'élever peut être pénible mais que plus tard, c'est lui qui sera le soutien; leur montrer l'irréparable tristesse d'une vieillesse sans enfants, la légitime fierté, le réel bonheur des mères de famille nombreuse.

Parfois aussi nous aurons à combattre des craintes futiles. Telle femme désire se faire avorter par peur des douleurs de l'accouchement, telle autre parce qu'elle craint de perdre sa beauté, une autre parce que la possibilité de mettre au monde un enfant anormal la terrifie. Autant de chimères à percer à jour...

Nous aurons aussi à combattre le rôle néfaste que joue parfois le partenaire, amant ou mari.

Montrons à ces femmes la fragilité d'un amour que des enfants ne sont pas appelés à sceller, l'horreur d'une passion pour laquelle elles s'appêtent à commettre le plus lâche des assassinats.

En d'autres cas il nous faudra jouer une partie toute de finesse. A une femme, par exemple, qui de but en blanc se déclare fermement décidée à interrompre sa grossesse, nous ne serons pas assez naïfs pour lui fournir une réponse formelle et immédiate sur leur gravidité. Une réaction biologique positive, une affirmation sans détours amènerait sûrement la

suppression de l'enfant. Donnons-lui au contraire des réponses évasives, représentons-lui l'horreur de l'avortement, habituons-les petit à petit à leur grossesse pour enfin la leur faire accepter avec joie. Du jour où un enfant vient au monde, sa cause est gagnée car ensuite il la plaidera lui-même.

Avoir sans le moindre effet oratoire le don de persuader, convaincre par des arguments parlant au cœur au moins autant qu'à la raison, ce doit être notre but. Ainsi nous gagnerons du même coup la cause de l'enfant, celle de la femme et celle du pays.

CONCLUSION

Nous ne saurions être le délateur d'une femme qui s'est confiée à nous.

D'autre part, nous ne sommes plus le témoin immanquablement muet d'un crime contre l'Enfant et contre la Nation.

Ainsi dans ce dilemme, nous risquons l'une ou l'autre trahison, puisque la route ne s'éclaire pas du fait même de l'exposé.

Notre patriotisme et notre vigilance pour l'Enfant menacé se heurtent à notre sens moral de médecin individualiste :

— Restons impassibles, et nous aurons le sentiment d'une obscure complicité.

— Dénonçons l'avortement, et nous serons devant notre conscience, inculpés d'avoir manqué à la grande Loi du Secret.

Comment conclure puisque chaque cas nécessite une solution particulière que doivent nous dic-

ter notre instinct, notre raison et notre sens médical. Mais en définitive, nous croyons que le comportement du médecin doit être axé sur deux principes :

Charité envers la femme.

Implacable sévérité envers l'avorteur.

Vu : *Le Doyen,*

TIFFENEAU.

Vu : *Le Président,*

LOEPER.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,

G. ROUSSY.

